

Le Congo est sorti de la légalité

• Journée ville morte dans les grandes villes du Congo : par militantisme ou par peur ?

• Le président Kabila a terminé lundi à minuit son dernier mandat constitutionnel mais veut s'incruster.

16

ANS AU POUVOIR

Joseph Kabila est président depuis janvier 2001. Il a été élu en 2006 et est resté au pouvoir après les élections frauduleuses de 2011.

82%

DE CONGOLAIS SOUS LE TAUX DE PAUVRETE ABSOLUE

Bien que le PIB/hab. a doublé entre 2005 et 2012, révélait un rapport du Fonds monétaire international (FMI) fin 2015.

Ville morte à Kinshasa : peur ou militantisme ?

A lors que les communications étaient rendues difficiles, lundi à Kinshasa, en raison du blocage des réseaux sociaux sur ordre des autorités, les quelques interlocuteurs que nous avons pu toucher sont unanimes : "On dirait un dimanche ou une journée ville morte."

"Ville morte" était précisément le mot d'ordre fixé pour cette dernière journée du dernier mandat constitutionnel de Joseph Kabila par de mystérieux tracts distribués depuis quelques jours dans la capitale congolaise; signés "Toile d'araignée", ils sont généralement attribués aux mouvements citoyens qui exigent le respect de la Constitution congolaise et le départ de Joseph Kabila.

Ces mêmes tracts appellent à des concerts de bruit (sifflet, klaxons, casseroles, vuvuzelas) à partir de minuit lundi soir et à des manifestations dans les "381 quartiers" de la capitale à partir de ce mardi pendant trois jours.

Les villes quadrillées

Difficile, en attendant, de savoir si le "calme" inhabituel qui régnait à Kinshasa lundi était une obéissance à ces consignes ou le simple effet de la peur. La rumeur publique disperse en effet dans la ville des promesses de répression violente des récalcitrants, tandis que militaires et policiers quadrillent la ville et que des barrages en surveillent les principaux axes.

Peu de taxis et peu de bus circulaient; peu de passagers y avaient pris place; les

écoles et la plupart des commerces sont restés fermés, à l'exception de petites boutiques de quartier où les Kinois – dont la majorité ne disposent pas des moyens suffisants pour faire des provisions – achètent l'un ou l'autre aliment.

L'agence Reuters signalait le rassemblement de "centaines de personnes" à l'université de Kinshasa, brandissant des cartons rouges, signe de rassemblement des opposants au maintien au pouvoir de Joseph Kabila.

Le site congolais Politico signalait de son côté l'arrestation de Franck Diongo, député lumumbiste de Kinshasa et une des figures actives de l'opposition. Ce dernier avait d'abord annoncé avoir "capturé", avec l'aide de la population, trois membres de la garde présidentielle armés mais en civil qui avaient forcé son domicile pour "le tuer". Alors que des tirs ont été entendus à son domicile, M. Diongo a été "gravement tabassé" et "arrêté", a indiqué son entourage à Politico.

Attaque à Butembo

En province, situation calme également, avec de gros renforts policiers et militaires dans les principales villes. Radio Okapi a cependant signé l'attaque, lundi à l'aube à Butembo (Nord-Kivu, à l'est) de la mairie, du bureau des casques bleus de l'état-major de la police et de la prison par des Maï Maï (groupe armé) qui "voulait faire évader les détenus" en profitant "de cette journée-là", a expliqué un activiste congolais à Reuters. L'armée et les cas-

ques bleus ont riposté; après plusieurs heures d'affrontements, il y a eu 7 morts: un casque bleu, un policier et cinq assaillants.

A Goma, une quarantaine de personnes ont été arrêtées pour avoir tenté de manifester, rapportent plusieurs sources.

La plupart des autres grandes villes du Congo ont connu un ralentissement des activités marqué ou très marqué, sauf Mbandaka (Equateur) où l'on ne signalait ni déploiement des forces de l'ordre ni calme inhabituel.

MFC

La rumeur disperse des promesses de répression violente des récalcitrants.

Seize ans de présidence, ou comment l'appétit vient en mangeant

Portrait Marie-France Cros

Il avait juré *"fidélité à la Nation"* devant les magistrats de la Cour suprême le 26 janvier 2001, dix jours après l'assassinat de son prédécesseur et père, Laurent Kabila. Par une étrange succession monarchique en pleine République, ne reposant sur aucun texte, Joseph Kabila, 29 ans, est placé, à titre *"intérimaire"* à la tête du Congo par les amis de son père, qui espèrent garder ce jeune homme simple et modeste sous leur coupe.

Taciturne, guère diplômé, ne parlant qu'une seule des langues du pays – le swahili, et seulement dans sa version tanzanienne (il a grandi en Tanzanie), connotée *"étranger"* au Congo – *"le petit"* préfère écouter avec un apparent respect les *"tontons"* qui pérorent autour de lui, s'appuyant sur leur condescendance à son égard pour les écarter sans les alerter, en douceur, un à un, avec la patience du pêcheur à la ligne.

Dix mois après son accession au fauteuil présidentiel, où il semble précaire comme une balle de ping-pong sur un jet d'eau, Joseph Kabila émeut quand il répond à des étudiants, dans une université américaine, qu'il va *"très probablement"* mourir assassiné comme son père. Trois ans plus tard, on s'aperçoit avec surprise qu'il est fermement installé au pouvoir, entouré de gens qui ne doivent leur ascension qu'à lui.

Election de 2011 *"non crédible"*

Après l'adoption par référendum (par 84,3 % des votants et 62 % de participation) d'une Constitution semi-présidentielle et démocratique, les élections de 2006, organisées avec un important appui de la communauté internationale (370 millions d'euros), voient Joseph Kabila l'emporter au second tour avec 58 % des voix, devant Jean-Pierre Bemba.

Mais ce succès ne sera pas répété en novembre 2011.

Après s'être attribué peu à peu plus de pouvoirs que ceux que lui octroie la Constitution, Joseph Kabila fait modifier celle-ci, quasiment en catimini, notamment pour réduire la présidentielle à un seul tour, ce qui oblige l'opposition à ne présenter qu'un

seul candidat face à lui pour l'emporter – abnégation dont on la sait bien incapable.

Surtout, le scrutin, même ainsi facilité pour le Président sortant, sera marqué par des fraudes si massives qu'il sera jugé *"non crédible"* par les observateurs nationaux et internationaux. Robert Mugabe, le président lui-même ostracisé du Zimbabwe, est le seul de ses homologues à assister à la prestation de serment de Joseph Kabila.

Pareille humiliation ne se reproduira pas : les élections de 2016 – celles auxquelles ce dernier ne peut, constitutionnellement, se présenter – n'auront pas lieu.

Rester au pouvoir, à tout prix

Depuis 2012, toute l'énergie du Président mal élu est consacrée à ce but. *"Complots"* politiques et *"délits"* de droit commun découverts en

série, permettant d'arrêter des opposants; tentatives de modifier la Constitution, qui interdit toute abolition de la durée des mandats présidentiels et de leur limitation à deux maximum; retards accumulés dans l'organisation des élections; confiscation ou destruction des mass media d'opposition; achat de politiciens pour dédoubler les partis qui quittent la majorité présidentielle, quand il devient évident que Joseph Kabila entend s'incruster au pouvoir, et les priver ainsi

de leur personnalité juridique; interdiction des manifestations d'opposition et black-out sur les matches de foot, où s'exprime désormais le rejet de Joseph Kabila...

En juin 2007, le jeune Président élu avait dit à notre consœur *"Jeune Afrique"* son admiration pour Che Guevara et Thomas Sankara, le populaire et désintéressé président du Burkina Faso assassiné en 1987. La semaine dernière, l'agence financière américaine Bloomberg publiait un long article sur les *"centaines de millions de dollars"* empochés par la famille Kabila dans les affaires et grâce aux 120 permis miniers qu'elle s'est octroyés au Congo.

Dans la même interview, Joseph Kabila avait aussi assuré: *"J'ai donné ma parole d'honneur en promulguant cette Constitution, je n'y toucherai donc pas. Le pouvoir use. Il faut savoir s'arrêter"*.

***"Le petit"*
préfère
écouter avec
un apparent
respect les
"tontons" qui
pérorent
autour de lui.**